

<https://ugtg.org/spip.php?article1116>



# Elie Domota : Le défilé de samedi (3 octobre) était un avertissement

- Dossier spécial LKP - Interviews -



Date de mise en ligne mardi 6 octobre 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**« Ce lundi, les LKP-istes n'ont pas reconduit la grève générale, qui a donné lieu au grand défilé du 3 octobre dans les rues de Pointe-à-Pitre (celui-ci a rassemblé entre 6000 et 25000 personnes, selon les sources).**

**Le collectif est aujourd'hui dans une phase de dialogue avec les maires avec les présidents respectifs des collectivités régionale et départementale, mais aussi avec les organisations patronales signataires de l'accord du 4 mars.**

**Les membres du « Liyannaj kont pwofitasyon » attendent que soit fait un bilan des réponses apportées à leurs revendications, à l'occasion de la réunion du comité de suivi, qui devrait être programmé dès la semaine prochaine.**

**De tous ceux qui se sont engagés par leur signature, le collectif considère que l'Etat particulièrement ne respecte pas sa parole.**

**Avec Elie Domota, leader du LKP, nous sommes notamment revenus sur le difficile dialogue entre l'organisation à l'origine du mouvement social du début d'année et les instances nationales. »**

**Orange News**



### **Où en est ce dialogue entre l'Etat et le collectif LKP ?**

Elie Domota : « Pour exemple : le LKP n'a jamais été invité aux Etats généraux. Même si on avait été invité, on n'y serait pas allé. Quoiqu'il en soit, quand le coordonnateur de cette consultation, le préfet Richard Samuel, est venu en Guadeloupe, des invitations nominatives personnelles ont été envoyées aux secrétaires généraux respectifs de quelques syndicats impliqués dans le LKP : la CGTG, la CTU, FO, la CFTC et l'UGTG ; le Parti Communiste a également été convié. Volontairement le collectif LKP (qui compte 46 organisations) a été écarté, jusqu'à la semaine dernière où, pour la première fois, Madame Penchard a adressé un courrier à cette entité ».

Pour rappel, l'accord du 4 mars 2009 a été signé, pour ce qui est des demandeurs, par le LKP représenté par son porte-parole Elie Domota, mais aussi par les responsables de chacune des 46 organisations syndicales, politiques, associatives, culturelles et de consommateurs composant le collectif.

**De votre point de vue, que signifie le fait qu'on ne s'adresse pas au LKP, mais à quelques-unes des organisations composant le collectif ?**

Elie Domota : « En faisant en sorte de ne pas nous donner la parole en tant que collectif, l'idée était de rendre caduc le protocole du 4 mars. La référence aurait été les états généraux et leurs conclusions. Or, cela ne constitue pas un engagement pris avec nous. Par notre mobilisation, on les gêne, car on les oblige à respecter le protocole d'accord. Trois documents récapitulent toutes les idées et mesures préconisées par l'Etat, soi-disant sorties de la consultation des populations ultramarines : la Stratégie globale de croissance pour l'outre-mer présentée par Yves Jégo en novembre 2008, le protocole du 4 mars, le schéma régional de développement économique produit par Victorin Lurel et le rapport Balladur sur la réforme des collectivités territoriales de février 2009. Tout y est ! ».

### Qu'est ce qui vous fait dire que l'Etat ne respecte pas ses engagements ?

Elie Domota : L'Etat déforme volontairement le contenu du protocole du 4 mars :

Concernant l'accord Bino, il était prévu que l'Etat intervienne à hauteur de 100 euros pour l'augmentation des bas salaires. Aujourd'hui des dates butoirs sont fixées et le socle de calcul d'un bas salaire a été modifié. Ceux qui devaient avoir droit aux 200 euros d'augmentation étaient les salariés touchant jusqu'à 1,4 fois le SMIC, sans les primes et sans les accessoires (les collectivités locales et les organisations patronales signataires sont d'accord avec nous sur ce sujet). Or l'Etat fait ses calculs après injection des primes et accessoires. C'est une escroquerie. L'Etat a fait en sorte que les négociations avancent en mettant 100 euros sur la table, mais quand il s'est rendu compte que cela deviendrait une hausse salariale pérenne, faisant monter le SMIC à 1500 euros (ce que les travailleurs de l'Hexagone s'empresseraient de réclamer aussi), c'est tout naturellement qu'il a transformé ces 100 euros en allocation (le RSTA) avant le vote de la LODEOM.

Parlons du Plan d'urgence pour la formation et l'insertion des jeunes : il devait être lancé en mai 2009. Ce n'est pas fait. En revanche, il est prévu, d'ici la fin de l'année de créer 100 contrats aidés par semaine, d'ici la fin de l'année, conformément à ce décidé par Nicolas Sarkozy en avril dernier, non pas sur la base de l'accord signé avec le LKP. A propos des prix des carburants : Monsieur Desforges a pris un arrêté changeant la structure des prix, sans que le décret de 2003 ne soit ni abrogé, ni modifié. J'aurais voulu savoir par quel tour de passe-passe cela est possible. Malheureusement, c'est seulement sous les cocotiers que de telles choses se font. C'est totalement illégal et nous nous y opposons farouchement.

Revenons sur le contrôle de la baisse des prix : il était prévu que des inspecteurs contrôlent les prix tous les quinze jours et le respect des accords signés. Rien du tout ! Les services de l'Etat n'ont pas encore trouvé comment faire, parce que depuis toujours ils sont complices de la Pwofitasyon. Ils sont toujours complaisants avec les importateurs et les distributeurs. Ils ne travaillent pas à pied d'oeuvre comme le prétend le préfet.

Y'a quand même des points pour lesquels ça a avancé... Mais pas les points cruciaux qui nous tiennent à coeur.

### Quels sont vos projets ?

Elie Domota : Le défilé de samedi était un avertissement. Nous continuons à rencontrer les maires. Il n'y aura pas de problème pour rencontrer Victorin Lurel et Jacques Gillot.

Lundi 5.10.2009

**Orange News**